



HAL
open science

Les effets des modalités de l'interaction entre un chercheur et ses publics

Michel Koebel

► To cite this version:

Michel Koebel. Les effets des modalités de l'interaction entre un chercheur et ses publics. 9ème Congrès international de la Société de Sociologie du Sport de Langue Française (3SLF), Université d'Artois, Arras (7-9 juin), Jun 2017, Arras, France. <hal-03096378>

HAL Id: hal-03096378

<https://hal.science/hal-03096378v1>

Submitted on 4 Feb 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC 4.0 - Attribution - Non-commercial use - International License

9^{EME} CONGRES INTERNATIONAL DE LA SOCIETE DE SOCIOLOGIE DU SPORT DE LANGUE FRANÇAISE

FAIRE LA PASSE ET MARQUER

Débattre des usages sociaux des savoirs de sociologie du sport, du corps et de l'EPS

COMMUNICATION

Michel KOEBEL

Les effets des modalités de l'interaction entre un chercheur et ses publics

L'appel à communications de ce congrès m'a conduit à explorer systématiquement toutes les occasions que j'ai eues dans ma carrière d'interagir, à travers mes recherches, avec des acteurs n'appartenant pas au monde de la recherche, ou au moins d'avoir une idée de la diffusion de mes travaux, pour analyser d'une part ce que ces interactions ont pu m'apprendre sur cette diffusion et pour en tirer d'autre part des perspectives plus générales sur l'opportunité d'assurer (mieux) cette diffusion et sur les risques de celle-ci.

J'écarterai donc volontairement les évaluations de mes travaux par les pairs, au travers des diverses instances scientifiques (conseil national des universités, comités de sélection, commissions universitaire de la recherche lors de demandes de promotion, de congés de recherche ou de crédits, jurys de thèse ou d'HDR, comités scientifiques de colloques ou de congrès, comités de rédaction de revues scientifiques) qui, d'ailleurs, sont rarement des instances de dialogue si l'on excepte les jurys et les COS.

Lorsque l'on interagit avec d'autres personnes que celles qui font partie du monde de la recherche *stricto sensu*, il faut évidemment prendre en compte divers éléments qui ont des effets déterminants sur la relation que l'on étudie. En premier lieu, il faut tenir compte du statut du chercheur – et en l'occurrence de l'enseignant chercheur – dans la société et, plus particulièrement, dans les représentations des personnes avec qui il entre en relation. Mes travaux m'ont conduit à explorer cette question à deux reprises, et notamment à mettre en relation ces représentations (ces préjugés) avec la position et la trajectoire des personnes rencontrées (il s'agissait, dans ces études, d'acteurs politiques et de divers acteurs à postes de responsabilités importantes dans le monde des entreprises). Il faut prendre en compte aussi la situation d'interaction. L'enseignant chercheur y occupe-t-il une position présentée comme dominante – pouvant être perçue comme « surplombante » – quand il intervient *à qualité* dans un débat public, un colloque « ouvert » (non universitaire), lors d'interviews dans le cadre d'une recherche, ou simplement lors de ses enseignements à l'université devant des étudiant-e-s ? Ou doit-il conquérir sa place et son statut quand il se retrouve en milieu plus « hostile » face à des acteurs sociaux pour qui les chercheurs sont de doux rêveurs se trouvant à mille lieues de la « vie réelle », ou sont des fonctionnaires « inutiles », des sociologues qui ne savent rien faire d'autre que de critiquer de manière stérile sans agir.

Quand il s'agit de diffuser les résultats de ses recherches, plusieurs situations spécifiques se présentent, à l'intérieur desquelles j'ai pu repérer quatre types d'interactions : avec les enquêté-e-s, avec des intermédiaires culturels, avec des lecteurs, et avec divers autres publics.

1) L'interaction avec les enquêté-e-s

Faut-il leur diffuser les résultats d'une enquête auprès des enquêté-e-s ? Faut-il organiser cette interaction ? Avant ou après la publication des résultats ?

J'ai pu repérer trois types d'effets :

→ L'incompréhension ou le blocage : à plusieurs reprises dans ma carrière, j'ai eu des réactions de rejet quand des enquêtés se sont retrouvés face aux analyses que j'ai produites. Un exemple typique de blocage est lié à la révélation d'un positionnement dans l'espace des positions sociales : un agent social ne supporte pas forcément de se retrouver « catalogué » dans un groupe social, avec tout ce que cela comporte comme déterminismes dans le style de vie adopté et les représentations du monde (citation du cas de Z..., animatrice dans un centre social et familial de la banlieue de Strasbourg : l'analyse a révélé que cette personne, en se professionnalisant dans le secteur de l'animation, a été promue socialement, et a changé de milieu social. L'analyse, pourtant évidente de ce changement social, impliquait une rupture par rapport au milieu d'origine, et c'est ce point qui a été difficile à admettre pour elle). Un autre exemple correspond au rejet des références théoriques révélées à la publication des résultats : certains théoriciens sont « repérés » par des hommes de partis comme appartenant à des courants politiques ou idéologiques du fait de leur visibilité médiatique, ce qui décrédibilise à leurs yeux les analyses produites par les chercheurs qui y font référence (ici, il s'agit de Bourdieu, et d'un sénateur de l'UMP, réinterrogé après une première étude publiée).

→ L'affaiblissement des analyses publiées : plus récemment, j'ai publié un article à partir de ma première enquête approfondie ethnographique, et je n'ai jamais autant remanié un texte en pensant à ceux parmi mes enquêtés qui risquaient de le lire. Cette attention particulière est ici directement liée à la méthode d'enquête utilisée, puisqu'il s'agissait pendant les neuf premiers mois d'une observation participante non révélée dans un cadre où j'étais moi-même fortement impliqué – dans ce que je peux aujourd'hui appeler une « communauté de loisir », tant les liens d'interdépendance entre ses membres sont intenses. La prise en compte, par le chercheur, des potentiels effets sur les enquêté-e-s a eu pour conséquence une certaine euphémisation des analyses produites, destinée à ne pas blesser celles et ceux qui étaient au cœur de mes analyses et qui auraient pu facilement être reconnus par les membres de la communauté malgré l'anonymisation des citations.

→ L'appropriation ou le rejet des analyses produites à plus long terme : j'ai pu constater que le temps, l'expérience ou la formation ultérieure des enquêté-e-s avait pu dans certains cas avoir un effet sur la manière de recevoir les analyses. Le violent rejet de analyses produites dans ma thèse de doctorat par mon ancienne collègue de travail – particulièrement impliquée dans le dispositif que j'étudiais – s'est transformé dix ans après en aveu de reconnaissance de leur valeur. Cette transformation n'est pas étrangère à la reprise d'études par la personne concernée, et notamment à une formation à la recherche sociologique. Les ruptures et refus évoqués plus haut n'ont été que temporaires, et la reconnaissance par l'entourage des enquêté-e-s de la réalité des processus décrits et de la valeur des analyses produites a contribué à leur meilleure « digestion » et acceptation.

2) L'interaction avec des intermédiaires culturels (journalistes et autres)

Quand on décide d'y avoir recours ou qu'on accepte de répondre aux sollicitations, quelles conditions doit-on ou peut-on imposer pour garantir le respect des analyses que l'on a produites ? La « valeur ajoutée » de la simplification/dramatisation/exagération (qui caractérise souvent le travail du journaliste soumis à des impératifs économiques) est-elle un risque à prendre ?

Concernant la diffusion des résultats de mes enquêtes, j'ai été très tôt mis en garde par des faits concrets : d'abord au cours de ma vie professionnelle antérieure à mon intégration universitaire (épisode de la médiatisation d'une action en direction de « jeunes délinquants »), puis par la lecture des premiers petits livres des Editions Raisons d'agir, celui de Pierre Bourdieu (« Sur la télévision », 1996) et surtout celui de Serge Halimi (« Les nouveaux chiens de garde », 1997), et enfin par nombre de collègues qui se plaignaient du fait que leurs propos ont été déformés, même lorsque le journaliste ouvrait des guillemets.

Du coup, dès la diffusion de mes premiers résultats de recherche, quand des journalistes s'y sont intéressés, j'étais « sur mes gardes » et j'ai strictement conditionné tout entretien à propos de mes travaux à la relecture et à l'éventuelle réécriture de l'article concerné avant publication. J'ai aussi refusé toute participation à une émission qui ne serait pas diffusée en direct et qui ne laisserait pas suffisamment de temps pour exprimer mes idées.

Une seule fois, j'ai failli me faire avoir, et ce n'était pas par un journaliste, mais un vidéaste du CRDP produisant un documentaire sur les conseils de jeunes. L'une de mes phrases a été coupée de telle manière que la partie critique avait disparu. Le procédé était classique : ayant exigé le visionnage préalable du produit final avant autorisation de diffusion, le responsable a voulu me faire croire qu'il était pris par le temps et voulait mon accord dans des délais très brefs, c'est-à-dire sans le visionnage. La phrase a pu être réintroduite au dernier moment.

Mon obstination et mes refus ont souvent été mal compris par mes collègues, tant les médias – et notamment la télévision – exercent une sorte de fascination chez certains d'entre eux. Peut-être aussi du fait d'enjeux politiques liés à la faible médiatisation des institutions dans lesquelles nous exerçons nos professions.

J'ai aussi appris quels types de publications ont un effet de visibilité auprès des médias et des journalistes. Ce n'est malheureusement pas d'abord lié à la qualité de la production, mais à son format et à sa facilité d'accès. Ce sont d'abord les livres qui attirent les journalistes, comme si ce support était à lui seul le droit d'entrée dans les grands médias. C'est d'ailleurs ainsi que sont présentés les chercheurs : leur statut et leur (dernier) livre (je beaucoup plus rarement vu cité un article, même d'une revue prestigieuse). La qualité d'auteur, aux yeux des journalistes, s'acquiert exclusivement par le biais du livre. Ensuite, les journalistes ont évidemment recours à internet lorsqu'ils cherchent des spécialistes de la question qu'ils sont censés traiter dans l'urgence. Il faut alors la réunion de deux conditions importantes : une visibilité des productions sur le net (lié à une stratégie du webmaster à partir de mots clés etc.) et un format accessible aux conditions dans lesquelles travaillent les journalistes (une écriture fluide sans trop de jargon scientifique, des articles courts, et avec un accès direct aux coordonnées de l'auteur). C'est la stratégie adoptée par quelques revues en ligne qui proposent des articles courts et écrits dans un style accessible. Je m'en suis rendu compte avec la revue *Metropolitiques.eu* qui a fait venir vers moi de nombreux journalistes (mais qui, au passage, m'ont valu aussi d'autres propositions d'articles dans des revues scientifiques). Je pense que la présence d'un article dans Wikipedia sur l'auteur doit jouer un rôle certain (mais je ne peux l'évaluer parce que je n'en ai pas, notamment parce que je n'ai personnellement pas de stratégie volontariste vis à vis des médias).

Je voudrais pour finir sur ce point citer une initiative de la 3SLF en la matière – une action volontariste pour le coup ! – puisque récemment, sous l’égide de Julien Pierre, membre du CA et chargé de la communication, nous avons recensé parmi nous ceux qui acceptaient de figurer sur une sorte d’annuaire de spécialistes par thème dans les sciences sociales du sport, et transmise à un syndicat de journalistes.

3) L’interaction avec des lecteurs

Cette relation aux lecteurs est particulièrement difficile à évaluer, surtout à partir de données quantitatives de vente de livres ou de revues, ou de nombre de téléchargements sur des sites internet, etc. Elle peut être mieux évaluée quand elle donne lieu à des échanges directs entre lecteur et auteur (notamment pas courriel interposé), ou quand des commentaires sont postés sur un site internet. Stéphane Beaud a écrit un ouvrage (*Pays de malheur ! : un jeune de cité écrit à un sociologue*, La Découverte, 2004) en collaboration avec un internaute, Younes Amrani, qui interagissait avec lui à propos de l’une de ses publications (*80 % au bac... et après ?*, La Découverte, 2002).

→ L’incompréhension ou le blocage : à plusieurs reprises dans ma carrière, j’ai eu des réactions de rejet quand des enquêtés se sont retrouvés face aux analyses que j’ai produites. Un exemple typique de blocage est lié à la révélation d’un positionnement dans l’espace des positions sociales : un agent social ne supporte pas forcément de se retrouver « catalogué » dans un groupe social, avec tout ce que cela comporte comme déterminismes dans le style de vie adopté et les représentations du monde (citation du cas de Z..., animatrice dans un centre social et familial de la banlieue de Strasbourg : l’analyse a révélé que cette personne, en se professionnalisant dans le secteur de l’animation, a été promue socialement, et a changé de milieu social. L’analyse, pourtant évidente de ce changement social, impliquait une rupture par rapport au milieu d’origine, et c’est ce point qui a été difficile à admettre pour elle). Un autre exemple correspond au rejet des références théoriques révélées à la publication des résultats : certains théoriciens sont « repérés » par des hommes de partis comme appartenant à des courants politiques ou idéologiques du fait de leur visibilité médiatique, ce qui décrédibilise à leurs yeux les analyses produites par les chercheurs qui y font référence (ici, il s’agit de Bourdieu, et d’un sénateur de l’UMP, réinterrogé après une première étude publiée).

→ Les données chiffrées de lectorat potentiel : il s’agit bien de lectorat « potentiel » parce que ni l’achat d’un livre ni le téléchargement d’un article ne permet de penser que les personnes correspondantes liront ce qu’elles ont acquis. Pour les articles en ligne, il existe parfois des analyses du temps passé sur une page par les internautes, mais là non plus rien ne garantit que le temps passé sur une page aurait servi à lire l’article, en entier ou non. Sans parler de l’effet que cette lecture aurait eu sur lui, sur sa façon de penser un problème...

Le premier ouvrage que j’ai publié n’a été imprimé qu’à 1500 exemplaires pour des raisons d’économie, suite à des invendus d’une partie des premiers livres édités dans la même collection : il s’agissait d’un petit éditeur militant qui démarrait ses éditions. Mon livre s’est écoulé assez rapidement mais n’a pas été réédité. Il a continué à se vendre un peu sous format pdf à un prix légèrement inférieur à celui du livre. J’ai obtenu en 2016 de l’éditeur de le mettre à disposition des lecteurs en téléchargement gratuit depuis mon site perso.

J'ai publié trois autres ouvrages, des ouvrages collectifs dont j'ai assuré la codirection, tous les trois dans la collection « Logiques sociales » chez L'Harmattan. Chaque année, je reçois un relevé des ventes pour le premier des trois, uniquement parce qu'il a dépassé un seuil qui permet aux auteurs (en fait, que ceux qui ont assuré la codirection) de recevoir un pourcentage des ventes. C'est comme cela que j'ai su qu'il s'était vendu à 688 exemplaires en tout depuis 2005 (dont 8 en version .*epub*). Les deux autres se sont moins vendus (le second à 181 exemplaires dont 10 en version .*epub* et le dernier à 159 exemplaires sans version .*epub*). Cela peut paraître peu a priori, mais il faut savoir que les livres de sciences sociales se vendent de plus en plus mal (une ancienne collègue avait publié dans la même collection sa thèse et n'a vendu que 12 exemplaires de son livre). En dehors des citations de ces livres dans d'autres publications (que l'on peut repérer par exemple à travers *Google scholar*), la publication de ces ouvrages n'a donné lieu à aucun dialogue avec des lecteurs.

→ La mise en ligne de travaux : depuis 1999, je mets en ligne toutes mes publications deux ans après leur sortie officielle. J'ai mis à l'époque un compteur de visites, tout ce qu'il y a de plus basique (qui ne différencie même pas les différentes pages du site). Il affiche aujourd'hui environ 19 000 visites, dont la moitié date des trois ou quatre dernières années. Associée à ce site, je propose aux internautes intéressés de faire partie d'une liste de diffusion de mes travaux. Cette liste compte environ 150 membres, qui ont donc fait une démarche volontaire pour s'y inscrire, et à qui j'envoie mes récentes publications une fois par an environ. En dehors de quelques échanges de courriels avec une partie d'entre eux au moment de leur inscription, c'est le silence complet...

Tous ces chiffres sont certes une indication d'un certain intérêt porté par des lecteurs à une thématique, mais sans retour de leur part, on ne peut absolument rien en dire.

→ Les contacts avec des lecteurs : les différents supports cités ci-dessus m'ont donné l'occasion à plusieurs reprises de dialoguer avec des lecteurs de mes articles ou de mes ouvrages.

Une partie des membres de ma liste de diffusion m'ont fait part de leur intérêt pour telle ou telle thématique que j'aborde et ce fut l'occasion pour échanger avec eux sur les raisons de leur intérêt et, le cas échéant, sur leurs propres travaux. Ma thèse ayant également été mise en ligne depuis 1999, il m'est arrivé à plusieurs reprises de me retrouver lors de colloques face à des doctorants qui avaient consulté ma thèse en ligne et les discussions s'en trouvèrent facilitées.

Certains sites autorisent les commentaires des lecteurs.

C'est le cas de *Metropolitiques.eu* (revue en ligne) : j'ai eu quelques critiques qui m'ont permis de compléter mes analyses (le succès de cette revue en ligne est liée à la taille des textes : 15 000 signes max espaces compris, ce qui provoque inévitablement des développements parfois un peu courts). On peut lire tous les commentaires (qui se sont étalés sur 45 jours) à cette adresse : <http://www.metropolitiques.eu/Les-elus-municipaux-representent.html>

C'est le cas aussi de *Mediapart* où le rythme d'échanges est bien plus rapide. Juste après la publication d'un article (il s'agissait d'un entretien réalisé par le journaliste Mathieu Magnaudeix juste avant les municipales de 2014), [60 commentaires ont été publiés](#) entre le 2 et le 5 mars 2014 (dont 59 les deux premiers jours, et dont 8 ont été « dépubliés » par la rédaction de *Mediapart*). La plupart d'entre eux accentuent mes analyses (parfois jusqu'à la caricature), d'autres tentent de faire valoir des exceptions ici ou là. Beaucoup de témoignages ont été apportés par des élus locaux (actuels ou anciens, souvent aigris par ce qu'ils ont vécu durant leur mandat). Même si j'ai tenté de répondre à certains d'entre eux, le « dialogue » ainsi instauré est tout de même assez limité (d'autant que l'accès à *Mediapart* est lui-même limité aux abonnés).

4) L'interaction avec divers publics

Diverses autres occasions m'ont permis d'entrer en dialogue avec des étudiant-e-s (dans le cadre des cours que je dispense à l'université), avec des personnes présentes à des conférences/débats où j'étais invité à présenter mes travaux, ou encore avec des acteurs de l'espace politique local lors de journées d'étude ou de colloques non réservés aux seuls chercheurs : que produit la forme d'interaction spécifique à ces interventions et ces échanges, et peut-on intervenir sur les conditions de ces interactions pour les transformer ?

→ Les conférences/débats : à l'occasion de la sortie de mon premier ouvrage, l'éditeur m'a incité à organiser des conférences. J'ai ainsi soit organisé, soit j'étais invité, à une douzaine de conférences/débats en 2006 et 2007 (à Reims, Bordeaux, Colmar, Amiens, Brest, Paris, Berlin), et trois au Mexique à l'invitation de l'Alliance française (Mexico, Monterrey, Cuernavaca), deux dans le monde virtuel *Second Life*, sur l'espace « Pierre Bourdieu, un hommage » (ces conférences ont eu lieu en 2007 et ont rassemblé une trentaine de participants – *via* leurs avatars – qui pouvaient prendre part à la discussion par clavier interposé, alors que j'étais le seul à pouvoir m'exprimer par la parole – le flux disponible en 2007 n'autorisait qu'un seul canal vocal). Toutes ces conférences ont été des occasions d'interagir avec divers publics, mais pas forcément des lecteurs. Certains d'entre eux le sont peut-être devenus puisque ces conférences ont donné lieu à des achats de mon livre sur place, mais je n'ai eu aucun retour par la suite. En revanche, il a été souvent cité par des lecteurs qui tiennent un blog, et qui utilisent des passages pour accréditer leur critique du monde politique local (il s'agissait souvent de militants politiques ou d'élus locaux engagés dans des oppositions locales).

→ Les relations épistolaires : certains lecteurs de mon ouvrage ont réussi à me contacter par courriel. Il s'agissait exclusivement d'élus locaux, qui confirmaient mes analyses, parfois les nuançaient, parfois les accentuaient. L'un d'entre eux, écœuré par l'appétit de pouvoir du maire et les « magouilles » dont il avait été témoin, m'annonçait sa démission en tant que conseil municipal. J'ai réussi à le convaincre de ne pas démissionner et de travailler avec moi pour réaliser une enquête ethnographique de ce conseil municipal. J'ai travaillé cinq années durant avec lui en le formant à l'enquête ethnographique et il m'envoyait tous les documents qu'il recevait chez lui en les commentant. Je l'ai interviewé régulièrement pour analyser l'évolution de sa pensée et de ses propres analyses.

→ Les relations enseignant/enseignés : lorsque l'on est enseignant chercheur, le principe de cette liaison entre deux fonctions fort différentes est de communiquer aux étudiant-e-s le fruit de ses recherches dans le cadre de ses enseignements. En fait, la plupart du temps, la liaison n'est pas si évidente que cela (pour des problèmes liés aux nécessités de service, et où l'on est obligé de prendre en charge des cours qui n'ont pas de rapport direct avec ses recherches, ou parce que le niveau des étudiant-e-s n'est pas encore suffisamment élevé pour approfondir tel ou tel aspect, ou encore parce que les professeurs se réservent la plupart des cours de Master, là où il serait possible justement d'approfondir et d'enseigner le fruit de ses recherches. Parfois, le domaine de spécialité du chercheur n'est pas directement en rapport avec la dominante de la faculté où il enseigne. C'est mon cas mais j'ai la chance tout de même d'avoir de nombreuses occasions de faire part des résultats de mes recherches aux étudiant-e-s, et pas seulement au niveau Master. Le problème, c'est le retour : les étudiant-e-s discutent peu les thèses que je développe, ou, plus exactement, ils sont peu à les discuter. Et ceux qui les discutent sont souvent ceux qui vont poursuivre loin leurs études, et qui ont donc déjà une réflexion critique. Au niveau

Licence (je n'enseigne à ce niveau qu'en L1 et L2), c'est encore plus rare qu'au niveau Master, mais il existe deux types de retours qui permet d'évaluer les effets que peut avoir un cours sur la manière de le recevoir et de l'utiliser : les exposés préparés par les étudiant-e-s et discutés en TD ; la dissertation écrite rédigée au cours de l'examen final. Autant dire déjà qu'il ne s'agit pas d'un dialogue, et que le retour reste très limité : dans l'immense majorité des cas,

→ Les interactions durant les colloques.

Pour explorer la manière dont les acteurs politiques et administratifs locaux reçoivent les analyses produites par les chercheurs en sciences sociales, j'ai profité de la diffusion d'un rapport d'enquête sociologique et d'un colloque que j'ai organisé en 2001 à Colmar centré sur l'utilisation de ses résultats dans une perspective de changement social, pour étudier les réactions et prises de position d'un échantillon d'élus, et les mettre en rapport avec leurs caractéristiques sociales et politiques. Dix élus (des maires et des adjoints) ont fait l'objet d'entretiens semi-directifs préalables au colloque ; une cinquantaine d'élus (en plus d'une dizaine de représentants de l'espace des sciences sociales et d'une trentaine de professionnels et de représentants de diverses administrations) ont pris part au colloque dont les débats ont été enregistrés et ont fait l'objet d'un traitement secondaire. Ce matériel m'a permis d'étudier le statut des sciences sociales dans les représentations des acteurs politiques locaux et leur place dans l'élaboration ou la justification des politiques locales, leur importance par rapport à d'autres sources d'information comme le sondage d'opinion, l'expertise de cabinet, la réunion politique, la concertation avec les habitants ou les groupes d'intérêt. Ces représentations dépendent notamment de la position dans l'espace politique, mais aussi du niveau d'instruction et des rapports entretenus avec le monde universitaire. Les mêmes méthodes et techniques qui ont permis aux acteurs politiques de bâtir leur capital politique spécifique semblent prévaloir dans leur prise de connaissance des « besoins » de la population. Mais ce que j'ai surtout pu constater aussi (et pas seulement lors de ce colloque précis), c'est le peu d'effets sur les acteurs des thèses défendues par les chercheurs : l'acceptation polie ne change absolument rien à leurs convictions qui reprennent le dessus quasi immédiatement.

Pour finir, je voudrais évoquer les effets produits par une communication identique faite par deux collègues dans deux colloques différents à moins d'un an d'intervalle. Il s'agissait de Malek Bouhaouala et Noëlle Monin qui évoquaient les résultats de leur recherche sur les conditions d'émergence d'un nouveau métier du sport : animateur socio-sportif. Ils ont fait à peu près le même exposé, une première fois devant un public varié comprenant aussi bien des enseignants chercheurs que des professionnels du sport et des élus locaux (et composé notamment d'ETAPS) lors du 5^e forum « Sport et collectivités territoriales » organisé à Grenoble en décembre 2001, et une seconde fois en octobre 2002 devant d'autres enseignants chercheurs et des doctorants lors du premier congrès de la 3SLF à Toulouse. Autant dans le cas du congrès de la 3SLF, les résultats ont été applaudis et le débat s'est centré sur des questions méthodologiques et sur des prolongements divers, autant la réaction au colloque rassemblant aussi des professionnels fut d'une violence incroyable de la part des ETAPS présents dans la salle, qui se sont sentis attaqués dans leur fonction. Sans entrer dans les détails, cet exemple montre que la réception des résultats de recherche dépend grandement de nos ancrages et nos enjeux politiques, professionnels, dont les enseignants chercheurs ne sont pas exempts, et risquent de perturber la réception de ces résultats, et donc de leurs effets concrets sur les manières de penser le monde.

Conclusion

Si le but d'une diffusion et d'une interaction avec certains publics est d'augmenter leur niveau de conscience de la complexité des rapports sociaux, il faut effectivement tout faire, dans divers modes de diffusion spécifiques à ces publics, pour éviter des blocages de toutes sortes, favoriser l'accès à cette complexité à travers un langage approprié, à travers des modalités spécifiques de débat. Il faut aussi considérer que les individus composant ces publics sont porteurs d'une conscience préalable – mais variable – de cette complexité.